



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Toulouse, le 28/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VALECO-SARL JONCELS ENERGIE**

188 rue Maurice Béjart  
CS 57932  
34080 Montpellier

Références : -

Code AIOT : 0006605610

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement VALECO-SARL JONCELS ENERGIE implanté Lieu-dit Cap Espigne 34650 Joncels. L'inspection a été annoncée le 14/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALECO-SARL JONCELS ENERGIE
- Lieu-dit Cap Espigne 34650 Joncels
- Code AIOT : 0006605610
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Caractéristiques principales  
Constructeur des éoliennes : ENERCON  
Nombre d'éoliennes : 7  
Nombre de postes de livraison : 1  
Hauteur de bout de pale : 92 m  
Mise en service : 05/01/2017

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2,1,3	Sans objet
2	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2,1,3	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
5	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
11	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
12	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
13	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
14	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation ne présente pas de non-conformités. Seuls quelques documents et précisions complémentaires sont demandés à l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Suivi environnemental**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2,1,3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aigle Royal
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Outre les suivis de mortalité de l'avifaune et des chiroptères prévus par des dispositions de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2908 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, un suivi spécifique des aigles royaux est assuré par l'exploitant. Ce suivi est réalisé, conformément aux protocoles nationaux établis et validés par les associations de protection de la nature et les syndicats professionnels lorsqu'ils existent. Ce protocole est soumis à la DREAL pour validation. Les suivis sont mis en place dès le début de la construction du champ éolien pendant les trois premières années de fonctionnement de l'installation. Ils doivent couvrir un cycle biologique annuel, suivant une fréquence adaptée.</p> <p>Un bilan annuel du suivi spécifique des aigles royaux, qui devra permettre d'apporter les éléments de l'analyse prévue à l'article 2.3, est transmis à l'inspection des installations classées. Les mortalités constatées doivent être signalées à l'inspecteur des installations classées, dans les plus brefs délais, pour chaque cas, lorsqu'il s'agit d'espèces menacées (i.e. non classées LC sur la liste rouge nationale UICN), et par un bilan semestriel pour les cas concernant les espèces non menacées. Le suivi spécifique pourra s'appuyer sur l'équipement par balise télémétrique de l'aigle royal du plan de l'Escandorgues porté par le CRBPO et le Muséum d'Histoire Naturelle de Paris « Étude de la dynamique de population et la sélection de l'habitat chez l'aigle royal dans le massif central ».</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le suivi de l'activité de l'avifaune et des chiroptères et des mesures d'accompagnement réalisé en 2023 a été transmis à l'inspection des installations classées. Des suivis avaient aussi été réalisés chaque année de 2017 à 2022.</p> <p>L'inspection des installations classées a reçu les suivis de mortalité et d'activité pour l'année 2023 en octobre 2024.</p> <p>En 2023, 88 passages de recherche de cadavres ont été réalisés du 03/01/2023 au 21/12/2023 avec une pression de recherche de : 1 passage par semaine entre novembre et février, soit un intervalle de 7 jours et 2 passages par semaine entre mars et octobre, soit un intervalle de 3 à 4 jours. 2 mortalités avifaune (Grive musicienne et Merle noir) et 1 chiroptère (Noctule de Leisler) ont été constatées en 2023. Les estimations de mortalité sont de 16 oiseaux et de 8 chauve-souris tués sur l'année. La mortalité constatée est en baisse constante depuis le début de l'exploitation du parc.</p> <p>Le suivi d'activité de 2023 a été réalisé sur 15 dates pour l'avifaune et 13 pour les aménagements écologiques, dont le suivi des gîtes à chiroptère. Le suivi avifaunistique réalisé en 2023 a permis d'inventorier et d'observer les espèces présentes sur le parc et ses abords durant sa septième année d'exploitation. Le parc de Cap Espigne est peu fréquenté comme terrain de chasse hormis par la Buse variable, le Faucon crécerelle, le Busard cendré et l'Aigle royal.</p> <p>Le suivi spécifique de l'Aigle royal a été marqué par la mortalité du mâle balisé sur le parc de Bernagues. Par la suite, un nouveau mâle a été observé avec la femelle, rechargeant le nid de l'aire de reproduction de 2019. Le couple et un individu ont été observés à deux reprises à proximité du</p>

<p>parc de Cap Espigne et plus fréquemment aux abords du parc de Bernagues.</p> <p>Aucun suivi n'a été réalisé en 2024. Ils reprendront en 2026, suite à 10 années d'exploitation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre le schéma de couverture des caméras du SDA et notamment la justification de la couverture de l'éolienne E1 par la caméra située sur l'éolienne E2.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Suivi environnemental

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2,1,3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aigle Royal – mesures d'accompagnement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place des mesures préventives d'ouverture et de gestion des milieux ouverts favorables à la chasse de l'Aigle royal sur une superficie équivalente à la superficie de la perte théorique de territoire de chasse liée à la présence du parc. Un plan de gestion et de suivi de ces mesures est transmis à l'inspecteur des installations classées. Dans un délai de 3 ans, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une analyse des résultats des suivis spécifiques prévue à l'article 2.1.3 visant à réévaluer la perte de territoire de chasse de l'Aigle royal et proposera, le cas échéant, les mesures d'accompagnement supplémentaires qui pourront être fixées par un arrêté complémentaire.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des mesures d'ouverture des milieux et des mesures d'accompagnement ont été mises en place dès le début du chantier de mise en service (pierriers, mare forestière, prairies à orchidées, gîte à chiroptère). Ces mesures ont été suivies en 2023 et sont conformes au plan de gestion.</p> <p>A noter toutefois un embroussaillage du pierrier C2 qui perd de sa fonctionnalité.</p> <p>28 ha ont été destinés à l'ouverture de milieu pour la chasse de l'Aigle Royal. Ces terrains ont été mis en place en 2017 et sont entretenus chaque année.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Débroussailler le pierrier C2.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Attestations de formation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il y a des 2 niveaux de maintenance, soit par VALECO, soit par ENERCON.</p> <p>Les habilitations (travail en hauteur, travaux électriques) pour les techniciens VALECO ont été constatées lors de l'inspection.</p> <p>Pour les techniciens ENERCON intervenant sur le site, il est fourni à l'exploitant des attestations sur l'honneur de formation des différents intervenants.</p> <p>De plus, un plan de prévention est envoyé chaque année à toutes les entreprises extérieures qui peuvent être amenées à travailler sur site, qui diffusent ensuite les informations à tous les techniciens.</p> <p>Enfin, aucun exercice d'entraînement n'a été réalisé sur ce parc éolien, malgré des propositions faites au SDIS.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre les attestations de formations portant sur les risques accidentels visés à la section 5 de l'arrêté du 26/08/2011</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Manuel d'entretien</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les manuels d'entretien des éoliennes ont bien été transmis à l'inspection des installations</p>

classées. Les opérations de maintenance sont clairement indiquées et les fréquences de contrôles sont précisées.

Le registre est séparé en 2 niveaux :

- Maintenance ENERCON : portail SIP entre le maintenancier et l'exploitant. Toutes les maintenances réalisées sont listées et les rapports sont enregistrés et téléchargeables en ligne. Le calendrier des maintenances préventives est clairement visible. En parallèle, toutes les maintenances curatives sont listées avec l'objet de l'intervention.
- Maintenance VALECO : MASTEM (logiciel interne). Il liste notamment toutes les personnes intervenues sur site. Il liste aussi les interventions internes, ainsi que les interventions non réalisées par le maintenancier. Pour chaque intervention et action corrective apportée, un ordre de service est envoyé pour correction future.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Dispositions constructives

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Respect des normes électriques

**Prescription contrôlée :**

L'installation est conçue pour prévenir les risques électriques. Pour satisfaire au 1er alinéa :- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ; - pour les installations électriques extérieures à l'aérogénérateur, le respect des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'installation pour prévenir les risques électriques, avant sa mise en service industrielle.

**Constats :**

Le rapport de contrôle des installations électriques a bien été présenté à l'inspection des installations classées. Il est daté du 7 novembre 2016 et a été réalisé par le Bureau VERITAS. Le Bureau VERITAS est certifié COFRAC pour les normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Tests de mise à l'arrêt

**Prescription contrôlée :**

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

<b>Constats :</b>  Les rapports de maintenance attestent que le tests de mise en survitesse ont bien été réalisés en 2024 sur toutes les éoliennes, sur l'éolienne E1 en 2025 et sont en cours pour les 6 autres pour 2025.  Le calendrier d'intervention et le rapport sont accessibles et SIP et les accès par les techniciens ENERCON sur MASTEM.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles des brides
<b>Prescription contrôlée :</b>  Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
<b>Constats :</b>  Les brides de fixation ont été contrôlées en 2024 lors de la maintenance principale. Les rapports pour les 7 éoliennes n'indiquent pas de défaut sur les brides.  ENERCON contrôle les brides de fixation tous les ans, comme l'indique le manuel de maintenance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles visuels
<b>Prescription contrôlée :</b>  Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Le registre MASTEM indique bien l'accès des techniciens VALECO sur site pour la réalisation du contrôle visuel des pales. La dernière intervention a eu lieu entre le 6 et le 14 novembre 2024. Le



<p>rapport ne montre pas d'anomalie.</p> <p>La prochaine intervention est prévue fin avril 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur le parc éolien de Cap Espigne il a été constaté la présence de 2 EOLBOX qui ont été mises en place en février 2024. Les déchets sont correctement stockés sur rétention. Aucun enlèvement de déchet n'a été fait depuis. L'exploitant prévoit d'en effectuer un d'ici la fin du premier semestre.</p> <p>Les déchets seront envoyés sur le site d'ORTEC à Fos-sur-Mer, qui permet la rupture de traçabilité des déchets selon l'arrêté préfectoral présenté par l'exploitant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmission à l'Inspection des Installations classées le bordereau de suivi des déchets lors du prochain enlèvement de déchets.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, OREOL et affichage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les éoliennes sont bien identifiées par des numéros uniques ("PSP-001 E1"), mais ceux-ci ne sont pas identiques à ceux renseignés dans l'application OREOL ("JON01-EOL1").</p>

Les prescriptions à observer et les consignes de sécurité sont correctement affichées à l'entrée du site, sur les éoliennes et sur le poste de livraison.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Modifier les numéros d'identification des éoliennes sur site afin de les faire correspondre à ceux renseignés dans l'application OREOL
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Dispositions constructives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Voie d'accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté lors de la visite d'inspection que la voie d'accès était entretenue et le site accessible. Les abords des éoliennes sont propres et entretenus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès à l'intérieur des éoliennes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté que les accès aux postes de livraison et à l'éolienne E1 étaient bien fermés à clés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Intérieur propre
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  L'intérieur de l'éolienne était propre et ne contenait pas de matériaux combustibles ou inflammables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b>  Les extincteurs présents dans le poste de livraison et dans l'éolienne E1 étaient bien positionnés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite